

LECO

de la semaine

12 au 18 Avril 2025



SOMMAIRE

Connectivité - Internet et énergies durables à la portée du monde rural	2
Technique PFUMVUDZA : 160 000 ménages adoptants ciblés	2
Assemblées annuelles de la BAD : Vers la mobilisation du capital africain pour un développement endogène	3
Fonds DECIM : « Appareils numériques abordables » destinés aux femmes	3
Dédouanement - La procédure accélérée booste les recettes.....	4
Exploitation d'or : Des milliers de personnes dépourvues d'emploi à la carrière de Betsiaka	4
Yearbook économique : Lancement de l'édition 2024-2025, un outil stratégique pour attirer les investisseurs.....	5
Big data, IA, Blockchain... : Madagascar parmi les 30 pays les moins préparés aux technologies d'avant-garde.....	5
Roland Kobia - « L'Europe est un marché à prendre pour Madagascar »	6
Recyclage - L'écologie entre les mains des citoyens	6
Prix Pierre Castel : 25 000 euros à la clé pour le(a) lauréat(e)	7
Aide au développement - Le Japon injecte 14,5 millions de dollars.....	8
Production agricole - Une usine de production d'engrais pour Andapa	8
Approvisionnement en eau - Rénovation des réseaux hydrauliques à Antananarivo	9
Électrification rurale : Engagement de Madagascar pour un accès durable à l'énergie à l'EAIF 2025	10
Coopération bilatérale : 14,53 millions USD du Japon pour renforcer le développement durable	10
Projet Filets Sociaux de Sécurité : Un montant de 2 870 000 dollars déjà décaissé pour 51 788 dans l'Atsimo Andrefana.....	11
Artisanat : deux millions de femmes œuvrent dans le secteur	11
Madagascar Airlines : un taux de remplissage de 80%.....	12
Gestion des déchets solides pour le grand Tana - Les déchets offrent des opportunités économiques.....	12
Dessaisonalisation : le pari des 30% de croissance dans le tourisme	13
Ravinala Airports : les travaux de modernisation avancent à grand pas.....	14

Connectivité - Internet et énergies durables à la portée du monde rural

ITAMARA OTTON | 12 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Lors de la présentation de la composante « appareils numériques abordables » du fonds DECIM (Digital and Energy Connectivity for Inclusion in Madagascar) hier, il a été annoncé que l'accès à plus de six cent mille appareils numériques connectés à Internet sera grandement facilité, pour les zones rurales.



Une transformation. C'est ce qu'entend engager le fonds DECIM. Des appareils numériques abordables seront maintenant faciles d'accès dans les zones rurales, mais surtout pour les femmes et les filles qui vivent dans ces localités. Hier, lors de la présentation de ces solutions innovantes, au Digital Center à Antaninarenina, elles ont été décrites comme des alternatives efficaces face au défi de la connectivité à Madagascar, là où, selon les chiffres disponibles pour 2024, le taux de pénétration d'internet dans la Grande île est de 20,6%, et un taux d'accès à l'électricité de 36%.

Subventions

« Ce projet d'envergure est mené par le fonds DECIM et est mené en coopération avec le ministère du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications ainsi que le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures. Il est financé à hauteur de 24 millions de dollars par la Banque mondiale et vise à soutenir la facilitation de l'accès à 664 000 appareils numériques connectés à Internet, dont 400 000 spécialement destinés aux femmes et aux filles », a expliqué hier Stéphanie Delmotte, ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications. Pour cette membre du gouvernement, le challenge du projet repose sur le fait d'étendre la couverture numérique jusque dans les zones enclavées du pays. Les appels à manifestation d'intérêt pour les sociétés qui distribueront ces effets seront lancés d'ici peu, avant la fin du mois. Il y aura des subventions et des lignes de crédit pour développer le projet, et permettre aux entreprises distributrices de distribuer ces appareils connectés et ces kits d'énergie durable (panneaux solaires, batteries ou autres).

Un autre enjeu est aussi celui d'adapter ces solutions aux réalités locales. Notamment par rapport au côté accès aux financements, ou encore la viabilité même de ce projet à l'échelle locale. « Nous nous sommes penchés sur l'adaptabilité de ces solutions à Madagascar lors de l'élaboration du manuel d'implémentation du projet. Nous nous sommes inspirés des expériences d'autres pays, similaires au nôtre et nous pensons qu'il y a des leçons qu'on a pu tirer de ces benchmarking que nous avons effectués », affirme Stéphanie Delmotte.

Technique PFUMVUDZA : 160 000 ménages adoptants ciblés

NAVALONA R | 12 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

La technique agricole PFUMVUDZA, importée du Zimbabwe, est adaptée au contexte malgache.

De nombreuses expérimentations ont été réalisées sur différents endroits à la suite de formations des techniciens malgaches en la matière. Cette technique agricole consiste à pratiquer l'agroécologie afin d'atteindre un rendement plus élevé sur des petites surfaces d'exploitation. En outre, elle vise à limiter au maximum les perturbations ou les modifications des sols afin de préserver leur fertilité tout en réduisant les coûts de production des agriculteurs, y compris l'apport en eau. Tout récemment, 164 techniciens représentant les directions régionales du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage au niveau des 23 régions, ont été formés grâce à un partenariat avec l'ONG PPC Madagascar. En effet, l'État prévoit une vulgarisation à grande échelle de cette nouvelle technique agricole en ciblant 160 000 ménages adoptants dans toute l'île, soit environ 1 000 ménages dans chaque commune.

Nombreux avantages

Cela permet de lutter contre les cultures sur brûlis tout en assurant la sécurité alimentaire, a-t-on appris. En plus, cette méthode est adaptée à différentes spéculations pour ne citer que le riz et les légumineuses. L'on peut obtenir un rendement 2 à 4 fois supérieur à celui enregistré avec la technique agricole conventionnelle, tout en aidant les paysans à être plus résilients face aux effets néfastes du changement climatique, d'après les explications de l'ONG PPC Madagascar. En revenant sur les formations dispensées à ces techniciens, une mise en pratique des connaissances acquises a été réalisée. A la suite desquelles, les apprenants ont reçu des certificats. Il est à noter que le ministère de l'Agriculture et de l'élevage vient de présenter aux partenaires techniques et financiers sa stratégie de vulgarisation de cette technique PFUMVUDZA à

l'échelle nationale. Par ailleurs, de nombreux avantages tirés de cette nouvelle méthode de production contribuant à la transformation du secteur agricole, ont été exposés à cette occasion. A titre d'illustration, on peut la pratiquer

même sur une petite parcelle de 624m² sans nécessiter d'énormes investissements. Elle est combinée à une technique de conservation. La maîtrise de l'eau et des intrants agricoles naturels n'est pas en reste.

Assemblées annuelles de la BAD : Vers la mobilisation du capital africain pour un développement endogène

NAVALONA R | 12 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

Les prochaines Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), prévues du 26 au 30 mai 2025 à Abidjan, porteront sur un enjeu majeur : comment tirer le meilleur parti du capital africain pour accélérer le développement du continent. Ce grand rendez-vous réunira chefs d'État, ministres, experts et partenaires pour explorer des solutions concrètes face aux défis structurels de l'Afrique, tels que la dette, le changement climatique ou les tensions commerciales mondiales. Le rapport « Perspectives économiques en Afrique 2025 », qui y sera dévoilé, dressera un état des lieux des tendances économiques mondiales et proposera des stratégies de mobilisation des ressources internes. Kevin Urama, économiste en chef de la BAD, a insisté sur l'urgence de valoriser le capital fiscal, humain et naturel du continent. Autre moment fort de ces Assemblées : l'élection du successeur du président Akinwumi Adesina, en fin de mandat, parmi cinq

candidats issus de pays africains. Les dirigeants de la Banque appellent à un changement de récit sur l'Afrique. « Cessons de compter sur l'aide extérieure », a déclaré



le secrétaire général Vincent Nmehielle, plaidant pour une approche plus autonome. Les journalistes ont été exhortés à jouer un rôle actif dans la diffusion d'un récit positif sur le potentiel du continent. Avec ces Assemblées, la BAD ambitionne de redéfinir les priorités économiques africaines, en s'appuyant d'abord sur ses propres forces.

Fonds DECIM : « Appareils numériques abordables » destinés aux femmes

ARH. | 12 AVRIL | LES NOUVELLES

Pour lutter contre la fracture numérique et favoriser l'inclusion financière des femmes, en particulier dans les zones les plus vulnérables du pays, Madagascar lance la composante « Appareils numériques abordables » du Fonds DECIM (Digital and Energy Connectivity for Inclusion in Madagascar) de la Banque mondiale, dotée d'une enveloppe de 24 millions de dollars, gérée par Bamboo Capital Partners. Un guichet spécial de vente a été présenté, hier au Digital Center à Antaninarenina. L'appel à candidatures sera ouvert dès le 22 avril prochain.

Le Fonds DECIM, financé par la Banque mondiale et mis en œuvre par le gouvernement malgache à travers les ministères du Développement numérique, des postes et des télécommunications (MNDPT) et celui en charge de l'Energie et des hydrocarbures (MEH), devrait faciliter l'accès à 664 000 terminaux numériques connectés, dont 400 000 incluant des téléphones basiques, smart-feature phones et smartphones d'entrée et de milieu de gamme, destinés aux femmes et aux filles, à travers ce « Financement basé sur les résultats (FBR) ». Parmi les critères de sélection de ces appareils, la qualité des terminaux, leur prix accessible et leur potentiel à encourager le mobile money.

« Ce guichet spécial est chargé de la vente d'appareils connectés avec une ligne de crédit dédiée », a expliqué la ministre du Développement numérique, des postes et des télécommunications, Stéphanie Delmotte pour qui cette initiative va au-delà d'une simple inclusion numérique technologie : « Quand une femme est connectée, c'est une communauté qui avance ». Un message partagé par la Banque mondiale et les institutions financières partenaires comme la Bred Madagasikara, qui appuie le programme à travers des financements spécifiques.

Dédouanement - La procédure accélérée booste les recettes

IRINA TSIMIJALY | 14 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Douane malgache a organisé, vendredi, une journée de rencontre et de détente avec les entreprises adhérentes à la Procédure Accélérée de Dédouanement (PAD), dans le but de renforcer les liens de coopération avec les opérateurs déjà engagés dans ce dispositif, tout en incitant d'autres, notamment les titulaires du label Opérateur Économique Agréé (OEA), à s'y joindre.



Mis en place pour simplifier et accélérer le traitement des marchandises à l'importation, la PAD s'affirme comme un avantage stratégique pour améliorer les performances douanières. En 2024, cette procédure a généré 488 milliards d'ariary de recettes. Au premier semestre 2025, un tiers des objectifs annuels est déjà atteint.

Ce mécanisme permet aux entreprises de bénéficier d'un « circuit vert » : des formalités réduites, des contrôles allégés, souvent réalisés par scan, et un temps de traitement moyen de deux à trois jours. En comparaison, les procédures classiques sont nettement plus longues. Mais cet avantage n'est accordé qu'aux importateurs réguliers et fiables, respectueux de la législation douanière. Les entreprises concernées signent un contrat de performance avec l'administration qui, en retour, facilite leurs démarches.

Actuellement, soixante-trois entreprises sont membres de la PAD. Elles se réunissent chaque mois pour faire le point sur leurs activités et établir un rapport semestriel. Ces rencontres en présentiel favorisent un dialogue direct et constructif entre les opérateurs économiques et l'administration douanière.

Cette 8^e édition a été marquée par une journée récréative, une manière conviviale de renforcer la cohésion entre les membres du programme et les équipes de la Douane, tout en cultivant l'esprit de collaboration.

Dans un contexte économique exigeant, la PAD séduit de plus en plus par sa promesse de transparence, de rapidité et d'exactitude. L'ouverture vers les opérateurs OEA, jugés particulièrement fiables, augure d'une dynamique de modernisation encore plus large pour le système douanier malgache.

Exploitation d'or : Des milliers de personnes dépourvues d'emploi à la carrière de Betsiaka

NAVALONA R. | 14 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

La population résidant aux alentours de la carrière d'Ankatoka, dans la commune rurale de Betsiaka, district d'Ambilobe, se plaint.

Suite à la suspension de l'exploitation aurifère dans cette carrière, des milliers de personnes sont confrontés à des problèmes socio-économiques étant donné que leurs conditions de vie en dépendent. À titre d'illustration, ils sont dépourvus d'emploi depuis l'arrestation d'un opérateur économique qu'ils ont surnommé « sponsor » en novembre 2024, selon les témoignages de la population locale. « Le fokontany d'Ankatoka a travaillé en étroite collaboration avec cet opérateur économique depuis 2019 où l'on a commencé l'exploitation de cette carrière. Celui-ci a soutenu les petits exploitants locaux en leur fournissant des matériels et équipements nécessaires. Il s'est également engagé à investir dans le domaine social en créant, entre autres, des infrastructures telles que des écoles, un hôpital et une église, sans compter l'alimentation en électricité de notre quartier, et ce, au profit de la population locale », a exprimé Jean Paul, chef fokontany d'Ankatoka, dans la commune de Betsiaka.

Vendre des biens

« La suspension de cette carrière, suivie de l'arrestation de cet opérateur pour des raisons inconnues, a ainsi entraîné de graves problèmes chez nous. Certains ménages ont été obligés de vendre leurs biens tels que les motos et les bœufs

pour pouvoir survivre tandis que d'autres ont dû arrêter la scolarisation de leurs enfants faute de moyens. Les exploitants aurifères locaux réclament ainsi la reprise de sa collaboration avec cet opérateur économique qui a déjà porté ses fruits depuis quatre ans. Nous interpellons également le Président de la République Andry Rajoelina à se pencher sur notre situation », a soulevé Roger Tsarahavana, représentant des petits exploitants aurifères. Selon les explications d'un autre exploitant, José Angelin, ils comptent environ 1 000 personnes qui travaillent dans cette carrière d'Ankatoka et chaque exploitant emploie en moyenne 30 personnes, soit en tout 30 000 personnes qui y vivent. Ce qui contribue au développement socio-économique local.

Le député IRMAR, élu à Ambilobe, Assimo Bruno, portant la voix de la population locale demande également au Chef de l'État et au Premier ministre de prioriser la résolution de cette affaire. En effet, « cela pourrait entraîner la recrudescence de l'insécurité, outre la perte d'emplois de ces milliers de petits exploitants », a-t-il avancé. En attendant, il n'a cessé d'appeler la population au calme. En effet, ces habitants ont manifesté leur inquiétude face à l'arrestation de l'opérateur économique car un autre opérateur s'implanterait dans la carrière d'Ankatoka pour prendre sa place, selon leurs dires.

Yearbook économique : Lancement de l'édition 2024-2025, un outil stratégique pour attirer les investisseurs

ANTSA R. | 14 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar mise sur la transparence pour mieux attirer les investisseurs. L'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), en partenariat avec LDMD, a lancé au Carlton Anosy, la seconde édition du Yearbook Madagascar 2024-2025.

Ce rapport économique annuel s'impose comme une vitrine stratégique pour promouvoir les investissements et renforcer l'attractivité économique de Madagascar. La cérémonie de lancement officiel de la deuxième édition de Yearbook économique a rassemblé plusieurs figures clés du Gouvernement, notamment les ministres des Affaires étrangères, de l'Économie et des Finances, de l'Industrialisation et du Commerce, de l'Énergie et des Hydrocarbures, ainsi que du Développement numérique. Une mobilisation qui témoigne de l'importance accordée par l'État à la transparence économique et à la mobilisation d'investissements structurants.

Opportunités mises en avant

Réalisé dans un contexte mondial complexe, le Yearbook économique 2024-2025 dresse un tableau complet et actualisé de la conjoncture économique nationale. Il met en lumière les opportunités d'investissements, les réformes en cours, les indicateurs macroéconomiques clés, ainsi que les politiques publiques prioritaires. L'édition 2024 couvre une période charnière, marquée par des ambitions renouvelées en matière de transformation structurelle et de croissance inclusive. Selon ses promoteurs, le Yearbook économique est un rapport informatif, et également un guide stratégique pour les décideurs publics et privés. En effet, le document fournit des données fiables, des analyses sectorielles détaillées, et une meilleure compréhension du climat des affaires à Madagascar. Il illustre également une volonté forte de collaboration entre les secteurs public et privé. Fruit d'un travail collectif impliquant ministères, agences publiques, opérateurs

économiques et partenaires techniques, le Yearbook économique ambitionne de positionner Madagascar comme un hub d'opportunités dans la région. Il consolide également la place de l'EDBM en tant que passerelle entre investisseurs et institutions locales.



Améliorations nécessaires

La cérémonie de lancement a été ponctuée par des témoignages d'investisseurs de premier plan. Isabelle Wabeté (Rio Tinto/QMM), Gervais Atta (Atlantic Group) et Matthieu Seguin (STAR Madagascar) ont partagé leurs expériences concrètes, mettant en avant les investissements réalisés en 2024 et les perspectives pour 2025. Ils ont également évoqué les leviers nécessaires à une amélioration durable de l'environnement d'affaires. À travers ce rapport, Madagascar affirme sa volonté de renforcer la confiance des investisseurs et de construire une économie résiliente, inclusive et tournée vers l'avenir.

Big data, IA, Blockchain... : Madagascar parmi les 30 pays les moins préparés aux technologies d'avant-garde

14 AVRIL | 2424.MG

Du chemin à parcourir. Avec son score global de 0.20 sur 1, Madagascar se trouve à la 149^{ème} place sur 170 pays classés dans l'Indice de préparation aux technologies d'avant-garde. La Grande Ile perd huit places par rapport à sa position en 2022, dans cet indice édité par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Au niveau continental, Madagascar se trouve à la 33^{ème} position sur 50 pays classés. La Grande île est bien loin de l'Afrique du Sud, le Maroc et l'île Maurice qui sont les trois pays africains les mieux préparés aux technologies d'avant-garde.

La CNUCED divise les technologies d'avant-garde en trois catégories, dont la première est l'industrie 4.0, regroupant

l'Intelligence artificielle, l'internet des objets, le Big data, le Blockchain, le 5G, l'impression 3D, la robotique et la technologie des drones. La seconde catégorie ce sont les technologies des énergies vertes et renouvelables, comme le PV (photovoltaïque) solaire, l'énergie solaire concentrée les biocarburants, le biogaz et la biomasse, l'énergie éolienne, l'hydrogène vert et les véhicules électriques. Et la troisième catégorie regroupe les autres technologies, comme la nanotechnologie et l'édition de gènes. La CNUCED avait considéré plusieurs indicateurs dans l'évaluation de l'état de préparation des pays à l'adoption de ces technologies. Elle avait combiné des indicateurs relatifs au déploiement des TIC, aux compétences, aux

activités de recherche et développement (R&D), à la capacité industrielle et à l'accès au financement.

Le meilleur classement de Madagascar est enregistré dans son niveau d'activité industrielle sur ces technologies où le pays est 112^{ème}. La Grande île est 137^{ème} pour l'accès au financement des activités liés à ce secteur, 141^{ème} pour les activités de recherche et de développement, 148^{ème} pour le déploiement des TIC et 165^{ème} pour les compétences.

Au niveau mondial, les technologies d'avant-garde progressent rapidement et la taille du marché devrait être multipliée par six d'ici 2033, pour atteindre 16,4 billions de

dollars. Le pouvoir de marché, les investissements dans la recherche et le développement, la création de connaissances ainsi que le développement et le déploiement de ces technologies sont dominés par les géants technologiques des pays développés, souligne la CNUCED.

D'après cet organe intergouvernemental, seules 100 entreprises représentent plus de 40% de l'investissement mondial en recherche et développement. Il indique que la Chine et les États-Unis d'Amérique dominent la production de connaissances dans les technologies d'avant-garde, avec environ un tiers des articles examinés par des pairs et deux tiers des brevets.

Roland Kobia - « L'Europe est un marché à prendre pour Madagascar »

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 15 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Face à une conjoncture internationale chahutée par les rétorsions commerciales engagées par le président des États-Unis, Roland Kobia, ambassadeur de la délégation de l'Union européenne (UE), met en avant les avantages que propose le marché européen pour Madagascar.



En poste à Madagascar depuis septembre, son mandat coïncide avec la mise en œuvre de l'accord de Samoa, que Madagascar a signé en février 2024, puis ratifié en juin 2024. Un acte qui marque un nouveau chapitre

dans la coopération de l'UE avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Interview.

En poste à Madagascar depuis septembre 2024, Roland Kobia, ambassadeur de la délégation de l'Union européenne.

L'Express de Madagascar. Après le départ précipité de votre prédécesseur, comment pourrait-on qualifier actuellement les relations entre l'Union européenne et Madagascar ?

Ambassadeur Roland Kobia : L'Union européenne a décidé de m'envoyer comme nouvel ambassadeur plénipotentiaire dans les délais normaux, ce qui marquait sa volonté de tourner une page malheureuse et de graduellement rétablir des relations normales. Et depuis mon arrivée, je constate un processus en cours exprimant une volonté de la part de l'État malgache allant dans le même sens. Il faut regarder vers l'avenir. Je suis ici pour faire du travail utile, et accompagner un pays qui en vaut la peine, et qui en a besoin.

Recyclage - L'écologie entre les mains des citoyens

RAHERINIAINA | 15 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

À Antsiranana, une initiative locale a choisi le mois d'avril pour célébrer la Journée mondiale du recyclage, officiellement fixée au 18 mars, à travers un événement placé sous le signe de l'écologie participative. Organisée dans les locaux de la boutique « Y'maïtso », Place Kabary, cette rencontre a permis de mettre à l'honneur les lauréats du concours de recyclage porté par l'association « Ny Alako-MGA », et de lancer officiellement « Taratasy d'Y'maïtso », un projet innovant de recyclage du papier.

Cet événement écoresponsable a rassemblé des citoyens engagés autour d'un objectif commun : réduire les déchets et promouvoir la culture du recyclage. Il a démontré que chacun, à son niveau, peut contribuer à la protection de l'environnement, même par de petits gestes. L'un des objectifs majeurs du concours était de sensibiliser les

plus jeunes à l'importance du recyclage dès le plus jeune âge, de rappeler l'urgence d'adopter des comportements durables et de valoriser les actions déjà en cours.

Pendant plusieurs jours, les participants ont collecté divers types de déchets : bouteilles en plastique, papiers, cartons, canettes, et ont appris à les transformer en objets utiles ou décoratifs.

Au total, dix-sept projets ont été reçus : quatre dans la catégorie adulte, les autres dans la catégorie collège. Parmi eux, trois lauréats se sont distingués ainsi qu'un « coup de cœur du jury ».

Seconde vie

Dans la catégorie adulte, le projet « Rendriki » (recyclage des déchets de plage en objets d'art, mobilier, décoration)

s'est illustré. Du côté des plus jeunes, les projets lauréats incluaient la purification d'eau souillée, la fabrication d'éventails en papier et des objets décoratifs issus de matériaux recyclés. Le projet « Taratasy d'Y'maitso » est né du constat que de grandes quantités de papier étaient jetées ou brûlées en entreprise. L'initiative propose de leur donner une seconde vie en les transformant en sacs d'emballage, petits paniers ou blocs-notes.

Au-delà de l'aspect compétitif, cet événement a mis en lumière l'urgence de réduire notre production de déchets et d'adopter au quotidien des gestes écoresponsables. Une belle leçon d'écologie, porteuse d'espoir pour des initiatives similaires à venir. Les participants les plus créatifs et engagés ont été récompensés. Mais plus encore, ils

ont contribué ensemble à franchir un pas vers un avenir plus vert.

« Ces projets ont démontré une véritable volonté de recycler, notamment chez les enfants. Notre ambition reste de promouvoir le concept des 3R : Réduire, Réutiliser, Recycler », souligne Hery Zo Raodoson, président de l'association « Ny Alako-MGA ».

Ce concours a permis aux jeunes de comprendre que chaque geste compte, et que le recyclage peut aussi rimer avec créativité. Face aux enjeux environnementaux croissants, notamment en zone urbaine comme Antsiranana, ce type d'initiative représente une réponse concrète et accessible pour lutter contre la pollution et encourager une gestion durable des déchets.

Prix Pierre Castel : 25 000 euros à la clé pour le(a) lauréat(e)

HANITRA ANDRIA | 15 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

Le concours Panafricain Prix Pierre Castel revient comme chaque année depuis 2022. Ce concours vise à soutenir les jeunes et les projets innovants dans le domaine de l'agriculture en Afrique.

Pour 2025, l'accent sera mis sur les projets porteurs d'innovation intégrant les progrès technologiques et le déploiement du numérique dans le secteur agricole et qui sont activement engagés dans la préservation de l'environnement.

Un financement qui a été réajusté à 25 000 €, (contre 15 000 € lors de la dernière édition), un programme de mentorat, de coaching et de formations sont à la clé pour chaque lauréat(e) sélectionné(e) dans les 7 filiales du Groupe Castel qui organisent le concours : à savoir Castel El Djazaïr (Algérie), BRAKINA (Burkina Faso), Boissons du Cameroun (Cameroun), SOLIBRA (Côte d'Ivoire), BRACONGO (RD Congo), BRASIMBA (RD Congo) et la STAR (Madagascar).

Les jeunes entrepreneurs de Madagascar pourront donc participer au concours à travers la Star.

Le concours est ouvert aux jeunes entrepreneurs de 18 à 45 ans, de nationalité malgache et résidant à Madagascar, à la tête d'une entreprise légale en activité depuis une année au moins.

Leur projet devrait viser le développement incluant un impact social, économique et environnemental mesurable sur l'écosystème de l'activité. Le projet prépare d'ailleurs un programme d'accompagnement sur mesure aux projets sélectionnés pour leur permettre d'ouvrir la voie à une expansion de leur projet.

Les candidats pourront postuler au concours dès maintenant jusqu'au 30 mai prochain.

Les dossiers présélectionnés bénéficieront d'une visite sur terrain par le jury, et pourront ensuite présenter leur projet de vive voix devant le jury le 30 juin prochain. Le ou la lauréat(e) malgache du concours sera connu(e) ce même jour. Il ou elle passera ensuite à l'étape suprême, et fera face au Super jury, en lice contre les lauréats des 6 autres pays participants au concours. Cette fois-ci, le Super lauréat se verra remettre un prix de 35 000 euros pour réaliser son projet.



Le formulaire de candidature est à télécharger sur le lien candidature-prix-pierre-castel.com.

Aide au développement - Le Japon injecte 14,5 millions de dollars

IRINA TSIMIJALY | 16 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un financement de 14,5 millions de dollars de la part du Japon vient soutenir des projets essentiels à Madagascar, visant à améliorer la santé, l'assainissement et la sécurité alimentaire des communautés vulnérables.

Le Japon confirme son engagement en faveur du développement durable à Madagascar en allouant une enveloppe de 14,53 millions de dollars, soit environ 65,39 milliards d'ariary, pour soutenir des projets multisectoriels axés sur la santé, la sécurité, l'autonomisation des populations vulnérables et la résilience communautaire.



Cette initiative, financée par le Japan Supplementary Budget (JSB) et le programme JSB Ticad, a été officiellement présentée hier, lors d'une conférence de presse conjointe organisée à la résidence de l'ambassadeur du Japon, Abe Koji. L'événement a rassemblé des représentants du gouvernement malgache, des agences du système des Nations unies (PNUD, UNICEF, PAM, OIM, UNFPA, ONUDC), ainsi que des membres de la société civile et des bénéficiaires directs.

Dans son discours, l'ambassadeur a souligné la volonté du Japon de répondre aux priorités exprimées par Madagascar.

« Cette aide ne se limite pas à un soutien financier. Elle reflète une approche ciblée, élaborée pour répondre concrètement aux besoins spécifiques du pays. Parmi les six projets lancés dans le cadre du JSB cette année, trois sont entièrement dédiés à Madagascar, ce qui témoigne de l'importance que nous attachons à notre partenariat avec

ce pays », a déclaré Abe Koji. Il a également insisté sur l'expérience acquise lors des précédentes coopérations : « Environ 90% des défis rencontrés dans nos projets passés ont été intégrés dans la conception de ces nouveaux programmes. Nous avons veillé à ajuster notre soutien en tenant compte des réalités locales, avec des solutions concrètes et durables. »

Projets soutenus

Les projets financés par le Japon couvrent plusieurs initiatives clés à Madagascar. Le Pnud bénéficiera de 1,5 million de dollars pour renforcer la participation des femmes et des jeunes dans le processus électoral. Il accompagnera la Commission électorale nationale indépendante (CENI) dans l'amélioration de ses capacités techniques, en partenariat avec Toppan, et mènera des campagnes de sensibilisation.

L'UNICEF recevra un million de dollars pour améliorer l'assainissement dans quatre régions, en déployant des latrines à fermeture automatique Lixil Sato. Ce projet comprend également un mécanisme de financement destiné à encourager l'investissement privé dans ce secteur.

Dans le Sud de Madagascar, le PAM mettra en œuvre un projet de 2,03 millions de dollars pour améliorer la sécurité alimentaire. Des pôles solaires seront installés afin de favoriser la production agricole et l'accès à l'eau, tout en soutenant l'autonomisation des femmes.

L'OIM recevra 3 millions de dollars pour moderniser les infrastructures frontalières à Mahajanga, facilitant ainsi la circulation des biens et des personnes. Ce projet est réalisé en partenariat avec Nec.

Enfin, l'ONUDC déploiera 5 millions de dollars pour renforcer la sécurité maritime et la surveillance côtière, avec le soutien de Yamaha pour les équipements nécessaires.

Production agricole - Une usine de production d'engrais pour Andapa

ITAMARA OTTON | 16 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une nouvelle usine de production d'engrais verra le jour à Andapa, dans le Nord de l'île. Elle peut produire 20 000 tonnes par an de cet intrant. Le secrétariat d'État à la Souveraineté alimentaire explique que celle-ci sera dotée d'infrastructures conformes aux normes requises, techniques ou environnementales. Cette usine sera mise en place dans la commune d'Ankihaka et permettra aux agriculteurs locaux d'améliorer leur productivité, grâce à un meilleur accès à des intrants plus performants.

Les travaux de réfection des locaux et d'installation de cette usine débuteront ce mois-ci, et la première production est attendue pour novembre, assure Tahian'ny Avo Razanamahefa, secrétaire d'État à la Souveraineté alimentaire. D'après elle, « Andapa dispose d'une potentialité stratégique, et que l'usine contribuera à valoriser la région tout en améliorant les rendements agricoles », a-t-elle déclaré lors de la visite du site hydraulique destiné à alimenter l'usine en électricité.

Selon certaines études menées par des topographes et des géographes, la région est fertile, mais elle a certaines limites. La région Andapa est surtout rizicole, mais cette production est fortement limitée aux besoins familiaux. Avec des projets d'envergure comme celui-ci, la production agricole sera boostée, notamment en raison de l'accessibilité des intrants sur place.

Ce projet présidentiel s'inscrit dans le cadre d'une coopération technique avec la Chine, visant à renforcer les capacités locales, à introduire des technologies adaptées et à moderniser les pratiques agricoles. D'autres

initiatives ont été lancées dans la région Sava durant le week-end, notamment la transformation d'Antalaha en centre régional de production de semences hybrides, en partenariat avec la société chinoise Yuan's. Un terrain de 100 hectares a été identifié pour la production à grande échelle de semences de riz hybrides, avec des cultures débutant sur une rizière de 50 hectares dans le fokontany d'Ambodivoangibe, commune rurale d'Ampohibe. Ce site a été choisi pour ses caractéristiques favorables, incluant un climat propice, un sol adapté à la culture du riz et un accès direct à des sources d'eau.

Approvisionnement en eau - Rénovation des réseaux hydrauliques à Antananarivo

MIANGALY RALITERA | 17 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les problèmes d'approvisionnement en eau à Antananarivo devraient s'atténuer pendant la période d'été. Plusieurs travaux doivent débuter prochainement pour y remédier.

Enfin. Les perturbations de l'approvisionnement en eau dans la capitale pourraient s'alléger à partir de la prochaine période d'été. Le ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, Lalaina Andrianamelaso, a annoncé le lancement des travaux de réhabilitation des infrastructures hydrauliques d'Antananarivo, longtemps attendus. « Les études sont terminées. Nous allons entamer, vendredi, la réhabilitation complète du réseau d'eau d'Antananarivo », a-t-il déclaré hier, dans le cadre de la Semaine de l'eau, au stade Barea à Mahamasina.

Ces travaux consistent notamment à la mise en place d'une station de pompage à Mandrozeza, au renouvellement des conduites d'eau dans la capitale dont une première phase prévoit le remplacement de 64 km de conduites principales ainsi qu'à la construction de stations de traitement à Amoron'Akona. L'objectif est double : augmenter la capacité de production d'eau à Antananarivo et assurer que cette eau atteigne effectivement les usagers, afin d'éviter les coupures récurrentes.

La capitale a un besoin estimé à 300 000 m³ d'eau par jour, mais les infrastructures actuelles n'en produisent que 200 000 m³. Près de 20% de cette eau ne parvient pas aux usagers, perdue en chemin en raison de la vétusté du réseau. Ces déperditions devraient être corrigées grâce aux travaux à venir.

Impacts

Lalaina Andrianamelaso prépare déjà les habitants aux perturbations qu'engendreront ces chantiers. « Les conduites d'eau seront déterrées. Cela signifie que l'approvisionnement sera coupé sur les axes concernés », a précisé Romuald Herinirina Mara, directeur général

de l'Eau. Certaines routes pourraient également être fermées, certains tuyaux étant enfouis sous la chaussée. La maire d'Antananarivo, Harilala Ramanantsoa, avait d'ailleurs averti les habitants, lors d'une récente opération d'assainissement, que d'importants travaux interviendraient dans la capitale dès le mois de mai, avec des perturbations à prévoir.



Plusieurs partenaires appuient la mise en œuvre de ces projets, parmi lesquels la Banque mondiale et l'Union européenne, via la Banque européenne d'investissement. Les infrastructures hydrauliques d'Antananarivo datent de 1927, rappelle le ministre. Conçues pour une population de 300 000 habitants, elles desservent aujourd'hui près de quatre millions de personnes. Les travaux annoncés constituent la première rénovation de grande ampleur de ces réseaux en près d'un siècle.

Électrification rurale : Engagement de Madagascar pour un accès durable à l'énergie à l'EAIF 2025

ANTSA R. | 17 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

Le Forum d'investissement pour l'accès à l'énergie (EAIF 2025) s'est tenu du 8 au 10 avril 2025 à Kampala, en Ouganda. A cette rencontre, Madagascar a été représenté par Heritiana Razafindrakoto, directeur de la Planification, Suivi et Évaluation auprès de l'ADER. Cet événement, l'un des plus importants sur les énergies renouvelables en Afrique, a rassemblé décideurs publics, partenaires techniques et investisseurs. Le forum a mis en avant la nécessité de structurer un marché durable pour les mini-réseaux verts (MRV), et de renforcer la coopération entre les États et les acteurs du secteur privé. Le programme AMAP y a été présenté comme un levier essentiel

d'assistance technique pour dix pays africains, dont le Mali, le Cameroun et la Guinée, afin d'implémenter des mini-réseaux efficaces et standardisés. Une table ronde a réuni des représentants des gouvernements de la Guinée, du Mali et de Madagascar, ainsi que le PNUD et la SEFA, afin d'identifier les obstacles au développement énergétique et les solutions adaptées à chaque pays. Suite à la signature du nouveau Pacte Énergétique en janvier 2025, Madagascar vise à fournir un accès à l'énergie à 80% de sa population d'ici 2030, à un coût abordable et dans une logique de durabilité.

Coopération bilatérale : 14,53 millions USD du Japon pour renforcer le développement durable

ANTSA R. | 17 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

L'ambassadeur du Japon, Abe Koji, a officialisé le lancement du Japan Supplementary Budget (JSB) et du JSB TICAD à Madagascar. L'événement a rassemblé les représentants du gouvernement malgache, des agences des Nations unies (PNUD, UNICEF, PAM, OIM, UNFPA, ONUDC), de la société civile ainsi que des bénéficiaires des programmes soutenus.

avec la société japonaise TOPPAN pour la gestion biométrique des données électorales.

Multi-secteurs

Pour sa part, l'UNICEF reçoit 1 million USD pour améliorer l'assainissement dans quatre régions. 40 000 personnes bénéficieront de technologies innovantes, telles que les dalles de latrines LIXIL SATO. Ce programme ouvre également des opportunités d'investissement privé, avec la mise en place d'un fonds de roulement pour les PME du secteur. Face à la crise climatique, le PAM déploiera un projet de 2,03 millions USD dans le Sud malgache. Objectifs : renforcer la sécurité alimentaire, installer des pôles solaires, former les agriculteurs et autonomiser les femmes. Enfin, l'OIM engage 3 millions USD pour moderniser la gestion des frontières à Madagascar, notamment au port de Mahajanga, à travers la digitalisation des systèmes migratoires, dans le cadre d'un programme régional incluant également l'Éthiopie, le Rwanda et la Côte d'Ivoire. Cette initiative japonaise marque une étape importante dans le renforcement des partenariats multilatéraux en faveur d'un avenir plus équitable et résilient pour Madagascar.



Selon les propos de l'ambassadeur, l'enveloppe globale s'élève à 14,53 millions de dollars, soit 65,39 milliards d'ariary, destinée à soutenir une série de projets stratégiques pour la paix, la sécurité, la résilience sociale et le développement durable à Madagascar. Parmi les initiatives phares, le PNUD bénéficiera de 1,5 million USD pour renforcer la participation des femmes et des jeunes au processus électoral. Le projet prévoit des campagnes de sensibilisation, un appui à la CENI et une collaboration

Projet Filets Sociaux de Sécurité : Un montant de 2 870 000 dollars déjà décaissé pour 51 788 dans l'Atsimo Andrefana

R.EDMOND. | 17 AVRIL | MIDI-MADAGASIKARA

Les Filets sociaux de sécurité (FSS) sont un programme du gouvernement malgache, coordonné par le ministère de la Population, de la Protection sociale et de la Promotion de la femme (MPPSPF) et mis en œuvre par le Fonds d'intervention pour le développement (FID).

Composante d'Urgence

Signé en 2023 et valide jusqu'en 2027, le projet Filets sociaux de sécurité, d'un montant total de 250 millions de dollars, et financé par la Banque mondiale, a pour objectif d'aider le gouvernement à accroître l'accès des ménages extrêmement pauvres aux services de filets de sécurité et à jeter les bases d'un système de protection sociale pour les réponses d'urgence face aux effets des crises ou des catastrophes naturelles. C'est ce que l'on explique notamment dans la présentation de ce projet qui a fait, ces derniers temps, l'objet d'une polémique sur les réseaux sociaux où la question des 10 millions de dollars destinés à la région Atsimo Andrefana était évoquée. La ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, avait déjà apporté des éclaircissements sur ce projet. Les 10 millions USD qui font polémique sont relatifs à la composante d'urgence CERC (Contingency Emergency Response Component) de ce projet FSS.

Avis de non-objection

Il a été expliqué qu'au moment de la signature de l'accord de financement, le contenu de la composante d'urgence CERC n'a pas encore été écrit et précisé dans l'accord. Il y est juste annoncé comme composante possible à activer en cas d'urgence. Son montant et ses bénéficiaires n'étaient pas connus au moment de cette signature. Les précisions sur les bénéficiaires et les montants ne sont ensuite transmis qu'au moment de la soumission de la demande d'avis de non-objection à la Banque mondiale, suivant les décisions du Gouvernement à ce moment-là.

Le CERC de 10 millions USD n'a donc pas été destiné à l'avance pour la région du Sud comme le disent les polémiques. Le Projet FSS dans son ensemble est réparti sur tout Madagascar et la restructuration pour le CERC ne concernait pas uniquement une seule région.



Neuf districts

Sur les 250 millions du PFSS qui ne prendra fin que le 31 mars 2027, 36,5% ont déjà été utilisés jusqu'ici sur l'ensemble du territoire national. Neuf districts de Toliara en ont bénéficié pour un montant de 2 870 222,22 USD, qui ne sont pas liés au montant de 10 millions USD du CERC. Ces 2,8 millions USD, comme les 10 millions USD du CERC, ont chacun reçus l'avis de non-objection de la Banque, une étape indispensable avant l'utilisation de chaque composante de ce projet. « La région du Sud est loin d'être l'oubliée du régime. Elle fera encore partie des bénéficiaires de ce projet FSS jusqu'à sa clôture en 2027 », a déclaré la ministre de l'Économie et des Finances.

Artisanat : deux millions de femmes œuvrent dans le secteur

JEAN RIANA | 17 AVRIL | LES NOUVELLES

Quelque 2 millions de femmes à travers le pays œuvrent dans l'artisanat, a annoncé, hier à Andavamamba, la ministre du Tourisme et de l'artisanat, Viviane Dewa, lors d'une signature de convention tripartite impliquant la Commune urbaine d'Antananarivo, l'association Aide et Action et le ministère du Tourisme et de l'artisanat (MTA). Ladite convention vise à former des mères célibataires aux métiers de l'artisanat afin de leur offrir un avenir plus radieux après la formation.

« Cette initiative entre dans le cadre du projet Sandratra qui arrive à son terme cette année », a spécifié le chef du projet Sandratra, Feno Randriarimanana. Il a ajouté que 300 femmes célibataires ont déjà été formées au cours de la première vague, et 600 autres vont leur emboîter le pas en l'espace de 6 mois. Le choix de la formation dans le métier de l'artisanat s'est révélé comme une évidence, sachant que

les femmes sont plus méticuleuses par rapport aux hommes, ce qui est en soi un atout considérable dans le secteur.

« Cette collaboration tripartite est d'une grande importance car cela permet aux femmes célibataires d'avoir une certaine autonomie que ce soit pour travailler à leur propre compte ou au sein d'une entreprise », a déclaré la maire de la capitale, Harilala Ramanantsoa dans sa prise de parole. « Il est normal qu'on cherche à ce que les actions entreprises tendent vers l'autonomisation des femmes qui constituent plus de 50% de la population d'Antananarivo », a-t-elle insisté.

Pour sa part, la ministre du Tourisme a assuré que des collaborations ont déjà été entamées avec quelques femmes entrepreneures en vue de les embaucher une fois la formation terminée. Ces entrepreneures ont d'ailleurs répondu présentes à l'occasion de cette signature de convention.

Madagascar Airlines : un taux de remplissage de 80%

JEAN RIANA | 17 AVRIL | LES NOUVELLES

Madagascar Airlines enregistre une nette amélioration de ses performances. Avec un taux de remplissage moyen supérieur à 80% sur l'ensemble de l'année, la compagnie aérienne nationale confirme le succès de sa stratégie de recentrage sur le réseau domestique.

« Ce niveau élevé de fréquentation montre que notre offre répond à une forte demande », affirme Thierry de Bailleul, directeur général.

Les classes tarifaires les plus abordables sont rapidement remplies, pour des billets accessibles. La compagnie rappelle toutefois que « les prix varient en fonction de plusieurs facteurs : saison, demande, taux de remplissage et surtout l'anticipation des réservations », a expliqué Thierry de Bailleul. Et face aux critiques sur les prix pratiqués, la compagnie a tenu à clarifier sa politique tarifaire. Elle applique une tarification dynamique selon les standards internationaux, connue sous le nom de « Yield Management ». Le tarif de base pour un aller simple est fixé à 26 euros hors taxes, et chaque niveau de tarif est majoré de 10 à 15%.

Madagascar Airlines précise que le prix final du billet comprend plusieurs composantes qui échappent à son contrôle : les surcharges carburant, particulièrement élevées à Madagascar, peuvent représenter jusqu'à 47% du tarif total. Les redevances aéroportuaires, les taxes de sécurité et les frais de réservation pèsent également lourd.

Un redressement en cours

La flotte composée de cinq ATR-72 est désormais entièrement opérationnelle. Les avions sont remis en état progressivement, ce qui permet à Madagascar Airlines d'assurer une meilleure continuité de service. Les revenus progressent et les coûts sont de plus en plus maîtrisés, assure la direction.

Enfin, la compagnie souligne un effort spécifique pour les vols interrégionaux via Antananarivo. « Le tarif appliqué n'est pas la somme des deux tronçons mais repose sur une formule réduite, favorisant les correspondances régionales ».

Dans cette lancée, Madagascar Airlines assure que « Les retards opérationnels sont de mieux en mieux maîtrisés et devraient continuer de diminuer dans les prochains mois ». Les revenus progressent, les coûts sont mieux contrôlés, et le plan de redressement a été salué par la Banque mondiale, qui a validé un appui de 65 millions USD dans le cadre du programme Phénix 2030.

Gestion des déchets solides pour le grand Tana - Les déchets offrent des opportunités économiques

18 AVRIL | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La gestion des déchets constitue un défi de taille pour les agglomérations malgaches, notamment celles du Grand Tana. Produir développe, pour les agglomérations du Grand Tana, une stratégie pour une gestion efficiente des déchets.



Les études effectuées par le groupement Artelia/Phoenix/Artelia Madagascar mandaté par le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MDAT), à travers Projet de développement Urbain Intégré et de Résilience pour le grand Antananarivo (Produir), financé par la Banque mondiale, font état de 1 500 tonnes de déchets produits par jour sur l'ensemble de l'agglomération du Grand Tana. En 2037, elles atteindront

2 700 tonnes par jour. 750 tonnes de déchets sont collectées quotidiennement sur l'ensemble de l'agglomération.

« L'approche dans la gestion des déchets ne doit plus être isolée. Cette problématique est partagée même si cela ne signifie nullement déresponsabiliser les communes du processus de l'enlèvement des ordures, par exemple », a soutenu Miangaly Rabodomalala, directeur général de l'Aménagement du Territoire lors de l'atelier de présentation du scénario validé, dans le cadre des Études de capitalisation et d'appui à la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des déchets solides dans l'agglomération d'Antananarivo, le 8 avril dernier. Cette question de la gestion des déchets solides est une vraie préoccupation pour les communes. L'administration s'est saisie du problème. « C'est une composante essentielle de Produir pour Antananarivo et ses environs. Il est assez aisé de réhabiliter les canaux ou de les rénover, mais il est aussi plus facile de les boucher à travers les ordures et les déchets. Nous sommes engagés avec les partenaires pour réaliser cette stratégie de gestion des déchets », a souligné Haja Rasolofojaona, coordonnateur de Produir.

Scénario

L'atelier organisé a permis de présenter le cheminement et les pistes étudiées qui ont conduit à la définition d'un

scénario validé par le comité de pilotage. Cette étude de scénarios s'est déroulée de mars 2024 à mars 2025 avec la validation en février 2025 d'un scénario retenu par les membres du comité de suivi de l'étude, pilotée par l'UGP du Produir. La première phase d'étude avait permis d'effectuer le diagnostic de la situation actuelle, relative à la gestion des déchets pour quarante communes, dont la Commune urbaine d'Antananarivo, de l'agglomération d'Antananarivo. Certaines communes ont déjà anticipé et pris des initiatives. Certaines se sont regroupées pour développer des sites de gestion commune de leurs déchets. Ainsi, la stratégie capitalise toutes ces initiatives des groupements de communes. « L'objectif est d'établir un processus de gestion commune. En perspective de l'accroissement du nombre d'habitants, les actions isolées ne sont plus pertinentes. Il faut une gestion pérenne et durable. Ne l'oubliez pas, les déchets peuvent aussi offrir des opportunités économiques », avance le directeur général de l'Aménagement du Territoire. La deuxième phase de l'étude consistera en l'analyse de plusieurs options de gestion et de l'étude de plusieurs scénarios qui pourraient être déployés sur le périmètre de l'agglomération.

L'atelier qui a vu la participation massive des communes concernées a permis d'échanger sur les différentes

composantes du scénario retenu et d'échanger avec elles sur leur projet en matière de gestion des déchets et en particulier sur les sites de gestion associés à ces projets et leur intégration dans le cadre de la stratégie globale de gestion. Les pistes envisagées sont, entre autres, la mise en œuvre d'une organisation de gestion des déchets harmonisée à l'échelle de l'agglomération, la mise en place d'un service équitable pour toute l'agglomération, le renforcement de la pré collecte, la promotion du compostage individuel, le développement de la valorisation des déchets organiques avec la mise en place de plusieurs installations de compostage collectif à l'échelle de l'agglomération pour limiter les volumes à enfouir et étendre la durée de vie du centre d'enfouissement technique... En outre, un centre d'enfouissement technique avec une capacité de 1 150 tonnes par jour devrait être créé. « Nous ne nous sommes pas précipités dans l'élaboration des scénarios. Il est important pour les communes d'approprier les stratégies.

Les retours d'expérience nous ont appris qu'il faut être inclusif dans le processus si nous voulons que les stratégies soient mises en œuvre », plaide le coordonnateur de Produir.

Dessaisonnalisation : le pari des 30% de croissance dans le tourisme

TIANA RAMANOELINA | 18 AVRIL | LES NOUVELLES

Dans le secteur du tourisme, la période de la basse saison s'étale du 20 décembre au 15 avril. Parallèlement, dans l'aviation, on considère qu'il y a deux périodes de basse saison. La première s'étend du premier janvier à fin mars et la seconde, de mi-septembre à mi-novembre.

La basse saison touristique a été instaurée volontairement il y a plus d'une vingtaine d'années par les acteurs du tourisme de l'époque en raison de la période cyclonique et d'autres aléas climatiques. Aujourd'hui, le secteur, notamment l'hébergement et la restauration, milite pour une dessaisonnalisation.

« Aujourd'hui, toutes nos îles voisines n'ont plus de basse saison. D'ailleurs, la période du 20 décembre au 15 avril est la haute saison à l'île Maurice alors que celle-ci vit quasiment dans les mêmes conditions météorologiques que Madagascar. Effectivement, ce sont des îles avec des typicités différentes. Elles sont plus petites et donc plus faciles à gérer avec des infrastructures », indique Johann Pless, président de la Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar (FHORM).

D'après les explications de cet opérateur, depuis quatre ans, le secteur du tourisme (public et privé) est en train de poser les bases de la dessaisonnalisation. « L'idée est d'avoir une saison régulière toute l'année. D'ailleurs, le vivier de touristes, pour augmenter notre capacité et nos ventes, se trouve dans ces dates (entre le 20 décembre et le 15 avril). Aujourd'hui, de plus en plus d'hôtels, notamment à Nosy Be, et dans les autres zones littorales en général, voudraient rester ouverts sur cette période avec les contraintes qui peuvent se présenter. Par exemple, si la mer n'est pas bonne ou s'il y a un cyclone au Nord, on

peut rediriger les touristes au Sud et ainsi de suite », explique-t-il. Pour l'heure, des établissements, notamment sur les zones côtières Nord-Ouest, ferment durant la basse saison. L'occasion également pour eux de se reposer et d'entretenir les lieux. « De plus en plus d'hôteliers voudraient augmenter la fréquentation et ne plus fermer aussi longtemps », ajoute le président de la FHORM.



D'après lui, plusieurs solutions sont sur les rails. A commencer par communiquer sur le fait que Madagascar n'a plus de saison. « Cela veut surtout dire que la destination doit être ouverte toute l'année et ce, avec des produits variés. Quand le temps est mauvais, on peut vendre des circuits un peu plus terrestres. Bien entendu, il faut commercialiser et continuer la promotion à l'international et en national », souligne-t-il. Ensuite, « Il faut procéder à l'entretien toute l'année. Il faudrait peut-être voir le modèle économique salarial, c'est-à-dire avoir du personnel qui tourne sans s'essouffler ».

En effet, pendant la basse saison, certains établissements ferment temporairement, mais pas pour la même durée. Cette fermeture peut aller de 2 à 4 mois. « C'est donc une période assez critique dans la mesure où elle impacte l'activité économique et l'emploi. L'objectif de la dessaisonnalisation serait aussi de faire en sorte que les collaborateurs puissent continuer à travailler au lieu de rester inactifs trop longtemps. Cela suppose aussi de repenser la gestion économique, les salaires et la charge de travail (...) Il va de soi que tout levier, notamment financier, pourrait être bénéfique à désaisonnaliser », poursuit Johann Pless. « On pourrait faire 30% de plus de ventes et atteindre des objectifs supérieurs à 450 000 touristes très rapidement, c'est-à-dire en 2026 » note-t-il.

Des belles perspectives à l'horizon

Selon le Président de la FHORM, les perspectives pour 2025 sont « plutôt bonnes ». Il évoque notamment les réservations à Ranohira. « Nous travaillons avec le ministère des Transports, et celui du Tourisme pour agrandir l'aéroport de Toliara pour fin 2026. L'objectif étant d'accueillir des vols internationaux », fait-il savoir. « Grâce à ce projet, cette région sera pratiquement indépendante par rapport aux routes. On pourrait vite s'attendre à une hausse effective des touristes pour la région. Si on a plus d'avions, on peut effectuer des boucles Sud. Donc Toliara-Morondava, ainsi que Taolagnaro ».

Le président de la FHORM explique que Nosy Be reste un moteur du tourisme à Madagascar, avec une augmentation continue des vols internationaux. Selon lui, ce dynamisme pourrait ouvrir « une boucle nord », desservant également la Sava et Antsiranana en partant de Nosy Be. Il considère que les perspectives sont positives, mais qu'il est désormais essentiel de les concrétiser. En matière de transport aérien, l'opérateur précise que la

fédération demande depuis deux ans au moins six avions de 70 places en service. A l'heure actuelle, cinq appareils sont disponibles, dont un en back-up. Cela signifie que quatre sont réellement opérationnels. Il insiste donc sur la nécessité d'avoir deux avions supplémentaires pour couvrir les besoins, notamment sur les lignes intérieures. Johann Pless souligne par ailleurs que Tsaradia opère aujourd'hui selon une logique en étoile, avec un passage systématique par Antananarivo pour tous les vols. Or, cette organisation ne répond plus aux attentes des professionnels du tourisme. Il indique que la fédération propose, depuis plus de 18 mois, d'adopter une autre approche : celle des boucles régionales. Il cite en exemple les touristes présents à Toliara qui souhaitent pouvoir visiter Morondava et Taolagnaro.

L'opérateur estime qu'il est impératif de développer des liaisons aériennes directes régionales. Selon lui, cela permettrait de contourner la problématique des routes et de faciliter les déplacements. Il appelle Tsaradia à adapter sa stratégie commerciale pour rendre ces boucles possibles, sans devoir systématiquement repasser par la capitale.

Même s'il reconnaît l'effort de Tsaradia, qui applique actuellement une réduction de 75% sur les billets avec escale à Tananarive, il précise que le problème n'est pas principalement lié au prix. Ce sont surtout les pertes de temps, les retards, les annulations et les complications logistiques qui freinent les touristes. « Il est illogique de faire six heures de trajet pour 40 minutes de vol, comme entre Nosy Be et Antsiranana », rappelle-t-il.

Enfin, Johann Pless affirme que les échanges avec Tsaradia restent constructifs, mais insiste sur l'urgence de prendre en compte l'expérience des clients, au-delà des considérations économiques internes.

Ravinala Airports : les travaux de modernisation avancent à grands pas

ARH. | 18 AVRIL | LES NOUVELLES

Les travaux de modernisation de l'aéroport international d'Antananarivo avancent à grands pas. Menés par Ravinala Airports, ces chantiers sont réalisés dans le cadre du renforcement de la sécurité, la qualité des infrastructures et du confort des usagers.



Depuis le 27 janvier, le Tarmac 1 est en pleine rénovation. L'entreprise Colas Madagascar en assure l'exécution, sous la supervision de Setec International et Setec Madagascar. « Les premiers travaux incluent la réhabilitation du tarmac, l'élargissement de la route de service à

10 mètres, l'amélioration de l'éclairage et du réseau d'assainissement », explique Ravinala Airports. Un investissement de 6,5 millions d'euros y est consacré, pour une livraison prévue au mois de juillet.

En parallèle, TotalEnergies modernise le réseau hydrant pour optimiser l'approvisionnement en kérosène des avions. Ce projet comprend le remplacement complet de la tuyauterie et l'extension du dépôt existant, pour un coût total de 7 millions de dollars.

« L'avancement des travaux atteint déjà 40%, avec une livraison prévue en août 2025 », indique-t-on au niveau de Ravinala Airports.

Les terminaux ne sont pas en reste. L'ancien terminal international est en cours de transformation pour accueillir les arrivées nationales dès le mois de juin. Cette étape permettra ensuite la rénovation du terminal domestique actuel, qui sera entièrement dédié aux départs nationaux. Capacité doublée, nouveaux commerces et plus de confort sont au programme. Montant total des travaux : près d'un million d'euros.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

